

Le très hon. M. Gardiner: N'est-ce pas exact? J'ai l'habitude de faire des déclarations qui sont exactes; celle-là est exacte, comme le sait l'honorable député.

M. Charlton: L'une ou l'autre de ces affirmations n'est pas exacte. Ou bien "90 p. 100 des cultivateurs ne gagnent pas suffisamment pour acquitter un impôt sur le revenu", ou bien "ils ne sont pas en meilleure posture qu'auparavant, comme ils le savent bien". Ces déclarations ne peuvent être toutes deux exactes.

Le très hon. M. Gardiner: Elles peuvent l'être.

M. Charlton: Laissons le ministre s'amuser.

Le très hon. M. Gardiner: Quand votre parti était au pouvoir, ils n'avaient pas d'impôt sur le revenu à acquitter, dans la plupart des cas.

M. Charlton: Oh, le ministre peut s'amuser. Nous sommes à la veille d'élections. Il peut faire ces déclarations s'il le veut. Nous verrons combien de personnes y prêtent foi.

Je suppose que c'est la récolte de blé de l'Ouest qui relève la moyenne du revenu des cultivateurs canadiens. Voici ce que dit le ministre à ce sujet, comme l'atteste la page 3406 des *Débats*:

Somme toute, à peu près tous les silos dont les cultivateurs disposent dans leurs fermes sont pleins de blé. Bref, ils ont encore presque toute une récolte à vendre.

Et plus loin il déclare:

...mais cinq millions de tonnes,—de plus de nourriture à envoyer de par le monde qu'auparavant.

Cinq millions de tonnes peuvent sembler une forte quantité de vivres; mais si le ministre veut bien comparer avec une récolte de blé ordinaire, il constatera, je pense, que le chiffre est plus près de 10 millions de tonnes. C'est là la quantité supplémentaire de vivres produite dans l'Ouest en 1952.

Il faut 166,666,666 boisseaux pour faire cinq millions de tonnes et la récolte de blé dans l'Ouest l'an dernier a dépassé de beaucoup plus que cela la moyenne. Le chiffre mentionné par le ministre est donc trop bas. Cependant, il estime que ce chiffre représentant l'accroissement de la récolte de blé relève la moyenne du revenu agricole au pays.

Je veux citer ici un article de la *Current Review* exposant la situation agricole au Canada. Il s'agit de la livraison de mars 1953, volume 13, n° 4. On lit à la page 2:

Le revenu plus élevé provenant des grandes cultures, par suite de la moisson d'une bonne partie de la récolte de céréales de 1951 au printemps de 1952 et des récoltes sans précédent de 1952, a beaucoup contribué à compenser la diminution du revenu provenant de l'élevage et des produits animaux.

C'est l'explication du niveau relativement élevé des revenus au Canada qui, comme l'honorable représentant de Rosetown-Biggar (M. Coldwell) l'a dit cet après-midi, est inférieur de 14 p. 100 au chiffre de 1952. Les revenus des éleveurs ont baissé de 30 pour 100 depuis 1951.

Vingt pour cent des habitants du pays reçoivent environ 11 pour 100 du revenu national. Les agriculteurs doivent pouvoir compter sur un régime pratique de prix minimums. Cela est aussi important du point de vue des consommateurs que de celui des producteurs, comme moyen de stabiliser la production et d'assurer des approvisionnements satisfaisants. Le régime des prix minimums est de fait un programme conservateur proposé en 1942 par M. Bracken, alors chef du parti conservateur. A cause de la pression exercée par les milieux agricoles de toutes les parties du pays, le gouvernement libéral lui a donné une forme législative en 1944.

En terminant, je dirai ceci: Il est temps que le Gouvernement abandonne son attitude suffisante et arrogante et qu'il assume la responsabilité qui lui incombe de droit.

M. E. G. Hansell (Macleod): Je tiens vraiment à faire écho aux propos de ceux qui ont déjà, avant moi, manifesté leur appui à cet amendement. Si je le fais, c'est en partie parce que j'habite une région agricole et en partie aussi parce que je sais,—et que savent aussi tous les honorables députés,—qu'il n'y a pas en ce moment, au Canada, une industrie qui soit plus instable que l'industrie agricole.

J'ai récemment reçu un certain nombre de lettres émanant de cultivateurs de ma circonscription qui se plaignent du sort qu'on leur fait en ce moment, qu'on leur a fait aussi l'an dernier et avant cela. Je rappelle aux députés,—et cela comprend le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner),—qu'avant la dernière campagne agricole, il y avait certaines régions de culture fromentière de notre pays dont les cultivateurs ont été empêchés, par la pluie ou la neige, de faire la moisson. Cela s'est produit il y a deux ans dans bien des régions, y compris certaines parties de ma propre circonscription. L'an dernier, la surabondance du blé de mauvaise qualité dans les élevateurs a suscité certaines difficultés aux cultivateurs, à cause du mal qu'on a eu à acheminer les céréales.

Nous savions qu'il y avait un débouché sur la côte du Pacifique, mais nous nous rendons compte maintenant qu'il y a là-bas une grève qui gêne aussi le mouvement des céréales. Ce sont là autant d'éléments des problèmes que se posent depuis peu aux cultivateurs de l'Ouest. Il me semble à moi que, s'il est un homme dont les affaires se déroulent dans un